

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/C/W/118

16 septembre 1998

(98-3531)

Conseil du commerce des marchandises
1^{er} octobre 1998

Original: anglais

BANGLADESH - ÉTABLISSEMENT D'UNE NOUVELLE LISTE LXX

Projet de décision portant prorogation de délai

Considérant que les PARTIES CONTRACTANTES du GATT de 1947, par Décision du 18 juillet 1988¹, ont suspendu l'application des dispositions de l'article II du GATT de 1947 dans la mesure nécessaire pour permettre au gouvernement du Bangladesh de mettre en œuvre le Système harmonisé le 1er juillet 1988 et de procéder ultérieurement à des négociations;

Tenant compte du fait que, par Décisions successives, la validité de la dérogation accordée au Bangladesh a été prorogée jusqu'au 31 octobre 1998²;

Considérant que, par Décision du 31 janvier 1995³, le Conseil général a établi une liste des dérogations en application lors de l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, qui comprenait la dérogation accordée au Bangladesh pour l'établissement d'une nouvelle Liste LXX;

Considérant que la documentation se rapportant à la transposition de la Liste du Bangladesh dans le Système harmonisé a été distribuée le 6 décembre 1990 sous couvert du document SECRET/HS/29;

Notant que le gouvernement du Bangladesh a engagé des consultations au titre de l'article XXVIII avec quatre pays et qu'il a achevé les négociations avec trois d'entre eux;

Notant que le gouvernement du Bangladesh doit achever les négociations avec son autre partenaire commercial;

Considérant que le gouvernement du Bangladesh a donné l'assurance qu'il ferait de son mieux pour conclure les négociations dès que possible;

Considérant que le gouvernement du Bangladesh, ayant satisfait aux prescriptions énoncées au paragraphe 1 du Mémoire d'accord concernant les dérogations aux obligations découlant du GATT de 1994, a demandé, par conséquent, que la dérogation aux obligations qu'il a contractées au titre de l'article II du GATT de 1994 soit de nouveau prorogée⁴;

¹ IBDD, S35/393.

² WT/L/264.

³ WT/L/3 + Corr.1.

⁴ G/L/255.

Le Conseil général, agissant conformément aux dispositions de l'article IX de l'Accord sur l'OMC,

Décide, compte tenu des circonstances exceptionnelles exposées ci-dessus, de proroger jusqu'au 30 avril 1999 la dérogation accordée au Bangladesh par Décision du 18 juillet 1988.
